

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

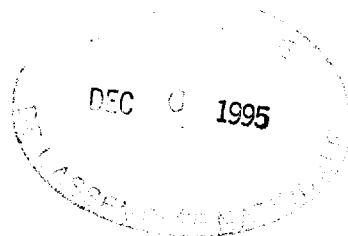
Projet de loi n° 110

## **Loi modifiant la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour**

---

### **Présentation**

**Présenté par**  
**M. Daniel Paillé**  
**Ministre de l'Industrie, du Commerce,**  
**de la Science et de la Technologie**



---

**Éditeur officiel du Québec**  
**1995**

#### NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet de loi confirme le titre de propriété de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour sur tout immeuble qu'elle possède actuellement et qui est situé dans son territoire d'activités. Il garantit également un titre de propriété clair aux personnes qui ont déjà acquis de la Société ou de la Société du parc industriel du centre du Québec des immeubles qui sont actuellement situés dans ce territoire. De plus, toute personne qui aurait pu réclamer un droit réel sur un immeuble visé voit son droit se transformer en un droit de réclamation personnelle contre la Société.*

## Projet de loi n° 110

### **Loi modifiant la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (L.R.Q., chapitre S-16.001) est modifiée par l'insertion, après l'article 43, des suivants:

«**43.1** La Société est déclarée être la seule propriétaire des immeubles compris dans le territoire décrit à l'annexe I, qu'elle possède le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et qui:

1° ont été acquis par la Société du parc industriel du centre du Québec avant le 15 mai 1971 et qui ne sont pas visés à l'article 26a de la Loi de la Société du parc industriel du centre du Québec (1968, chapitre 60), édicté par l'article 5 du chapitre 63 des lois de 1971;

2° ont été acquis par la Société ou par la Société du parc industriel du centre du Québec, selon le cas, depuis le 15 mai 1971.

Tout droit réel pouvant subsister sur ces immeubles le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) est éteint, à moins d'avoir été consenti par la Société ou la Société du parc industriel du centre du Québec.

«**43.2** La Société ou la Société du parc industriel du centre du Québec, selon le cas, est aussi déclarée avoir été, au moment de leur aliénation, la seule propriétaire des immeubles compris actuellement dans le territoire décrit à l'annexe I et aliénés par l'une ou l'autre entre le 17 avril 1970 et le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*).

Tout droit réel ayant pu subsister sur ces immeubles est éteint depuis la date de leur aliénation respective, à moins d'avoir été consenti par la Société ou la Société du parc industriel du centre du Québec.

«**43.3** Quiconque aurait eu droit, sans les articles 43.1 et 43.2, de réclamer en justice quelque droit réel sur tout ou partie des immeubles visés à ces articles possède désormais un droit de réclamation personnelle contre la Société pour un montant égal à la valeur du droit réel calculée le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*). Une telle réclamation personnelle se prescrit par 10 ans à compter du (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*).».

**2.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).